



Des jeunes filles marocaines en classe, le 30 mars 2007 à Temara, près de Rabat

Le Maroc bonnet d'âne du Maghreb en matière d'éducation

Il y a 2 heures

RABAT (AFP) — Le Maroc fait figure de cancre au Maghreb en matière d'éducation, selon des études internationales publiées récemment et largement admises par le pouvoir, alors que le pays cherche à assurer une croissance pérenne.

"Sur le plan du développement humain, nous sommes classés par le PNUD 126e sur 177 pays, et c'est la scolarité qui nous pénalise", a admis récemment Meziane Belfkih, conseiller du roi et président délégué du Conseil supérieur de l'enseignement.

"Dans le parcours du primaire à la faculté (...), nous perdons pratiquement un tiers des élèves à chaque cycle", ajoute-t-il.

En sciences comme en lecture, les élèves de primaire marocains terminent en queue de classement. Le Programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS), basé à Québec, vient de montrer qu'ils étaient moins performants en 2006 que cinq ans auparavant.

Comparé à ses voisins maghrébins, le Maroc fait figure de mauvais élève et l'UNESCO a déjà appelé Rabat à "opérer un changement radical de sa politique pour garantir l'éducation pour tous en 2015", lors d'une récente rencontre à Tunis.

"Les dépenses pour un élève marocain sont de 525 dollars par an, contre 700 en Algérie et plus de 1.300 pour un élève tunisien", a confié M. Belfkih.

L'Algérie et la Tunisie sont les deux seuls Etats du Maghreb qui devraient remplir les objectifs de l'ONU visant, outre l'éducation pour tous en 2015, une réduction de moitié du taux d'analphabétisme, une meilleure qualité de l'enseignement et l'égalité des sexes dans l'éducation.

"Depuis l'indépendance, l'histoire du système éducatif est l'histoire d'une crise. Chaque décennie voit apparaître de nouvelles réformes mais jusqu'à présent, il n'y a eu aucune stratégie fiable, efficace et bien définie", explique à l'AFP l'universitaire Mohamed Darif.

"Nous sommes le seul pays au monde à ne pas avoir un système d'évaluation des apprentissages", déplore de son côté le ministre de l'Education Ahmed Akhchichine.

"Dysfonctionnements et aberrations", sont aussi dénoncés par L'Economiste, journal proche des milieux d'affaires, qui ajoute que "là où est tombé le Maroc de l'éducation, il faut un remède de cheval au corps enseignant".

Depuis l'indépendance, le royaume a connu des modifications radicales en matière d'éducation passant du bilinguisme, français et arabe, à l'arabisation complète de l'enseignement à la fin des années 70, puis à un nouvel encouragement des langues étrangères.

Le royaume, qui compte près de 7 millions d'élèves et 170.000 professeurs, consacre pourtant à l'enseignement 31 milliards de dirhams en 2008 (2,7 milliards d'euros) soit 26% du budget de l'Etat.

Si la scolarisation jusqu'à 11 ans semble quasiment acquise, elle se complique après: sur 100 élèves au primaire, seuls 13 obtiennent leur baccalauréat, dont 10 après avoir redoublé au moins une fois.

Le sujet fait débat dans le royaume, où l'analphabétisme touche près de 40% des Marocains et de nombreux journaux ont tiré la sonnette d'alarme en soulignant l'inadaptation de l'école aux exigences de l'économie moderne.

Enfin, la vétusté des infrastructures est régulièrement dénoncée, avec 9.000 salles de classe déclarées insalubres notamment en milieu rural, où 60% des écoles ne sont pas raccordées au réseau électrique, 75% à celui d'eau potable et plus de 80% ne disposent pas de sanitaires.

"La refonte du système scolaire est une nécessité et nous ne pouvons pas rater ce rendez-vous", a déclaré à l'AFP Mohammed Safi, directeur du Centre national des évaluations et des examens.

Mais il n'a précisé ni les contours de cette nouvelle réforme, ni le délai de sa mise en application.